**Application de l'article 5-1 de la loi n° 2002-1 du
2 janvier 2002
relative aux sociétés d'économie mixte locales
GIRONDE DEVELOPPEMENT
Rapport 2010
Exercice 2009**

Le présent rapport se propose de faire un point synthétique sur la société GIRONDE DEVELOPPEMENT, société d'économie mixte, dont la Communauté Urbaine est le deuxième actionnaire avec 21,71% du capital.

Trois chapitres seront traités successivement : le premier relatif à la vie sociale énoncera les principales décisions prises en Conseil d'Administration et en Assemblée Générale à compter du début du dernier exercice comptable arrêté jusqu'à la date de rédaction de ce rapport.

Le deuxième chapitre s'arrêtera sur les relations contractuelles de la société avec l'Etablissement Public Communautaire.

Enfin, un point sera fait sur la situation financière de la société sur la base des derniers comptes arrêtés.

Par ailleurs, est annexée à ce rapport une fiche d'identité de la société.

I - VIE SOCIALE

Les points principaux de la vie sociale de la société sur la période allant du début du dernier exercice comptable arrêté à la date d'établissement du présent rapport peuvent être présentés sous une forme synthétique dans le tableau suivant, le deuxième mentionnant les principales décisions prises en Conseil d'Administration et en Assemblée Générale.

REUNIONS DES ORGANES SOCIAUX	2009	2010*
Nb de réunions du Conseil d'Administration	3	3
Nb de réunions de l'Assemblée Générale	3	1
dont A.G Extraordinaire	2	
CHANGEMENT D'ADMINISTRATEUR	2009	2010*
Publics	Oui	Oui****
Privés	Oui **	Non
EVOLUTION DU CAPITAL SOCIAL	2009	2010*
Changement du montant du capital	Oui***	Non
Modification de la répartition du capital entre actionnaires	Oui	Non
* jusqu'à la date de rédaction du rapport,		
Suite aux élections municipales et au renouvellement cantonal, le conseil général de la Gironde et la Communauté urbaine de Bordeaux ont désigné leur représentant : - pour le conseil général : Mme. RECALDE, M. LAMAISON, M. GLEYZE, M. JEAN-JEAN, M. VINCENT, M. YERLES - pour la Communauté urbaine de Bordeaux : M. HERITIE (CA), M. MAURRAS (CA), M. BRON (CA), M.MILLET (AG)		
Mr LAMAISON est Directeur Général de la SEM et Président du Conseil d'Administration.		
** La Caisse des Dépôts et Consignations désigne M. TERREN comme représentant. La Caisse d'Epargne Aquitaine Poitou Charentes désigne M. DELRIEU comme représentant.		
*** Une augmentation de capital de 717 255,36 € a été approuvée par l'A.G.E du 22 avril 2009. Elle a été principalement souscrite par les actionnaires publics de la SEM (Conseil Général, CUB et Conseil Régional) pour un montant de 675 010,08 €. Les actionnaires publics disposent donc de 10 des 12 sièges d'administrateur.		
**** Pour le Conseil Régional : Remplacement de M. JOUANNO par M. CORSAN		

Rapport rédigé en novembre 2010

PRINCIPALES DECISIONS		
en réunion du	en date du	nature de la décision prise
CA	12 mai 2005	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation du nouvel administrateur pour le Conseil Régional, Mr Jouanno en remplacement de Mr Anziani, - Approbation du rapport d'activités et des comptes 2004 et proposition d'affectation du résultat aux fonds propres de la société, - Nomination de Mr Picard, en tant que commissaire aux comptes suppléant.
AGO	30 juin 2005	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation du rapport d'activités, de gestion et des comptes 2004, quitus aux membres du CA et à son Président, - Approbation du rapport du Président lié à la loi de Sécurité Financière, - Approbation du rapport du commissaire aux comptes, quitus au conseil d'administration, - Confirmation de la nomination de Mr Picard en tant que Commissaire aux Comptes suppléant.
CA	10 mai 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation du rapport d'activités, de gestion et des comptes 2005, - Nomination de Mr Warneck représentant la Caisse d'Epargne en remplacement de Mr Delrieu, - Approbation du dispositif sur la passation des marchés suivant l'ordonnance du 6 juin 2005 et de son décret du 30 décembre 2005, - ZAC de Mios, autorisation au président d'engager des procédures d'expropriation si nécessaire, - Informations sur l'instauration d'une prime d'intéressement.
AGO	14 juin 2006	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation du rapport d'activités, de gestion et des comptes 2005, quitus au conseil d'administration, - Approbation du rapport du commissaire aux comptes, quitus, - Confirmation de la nomination de Mr Warneck en tant que représentant de la Caisse d'Epargne.
CA	6 avril 2007	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation du rapport d'activités, de gestion et des comptes 2006, - Nomination de Mme Walryck, représentant la Communauté Urbaine de Bordeaux, suite aux élections municipales de la ville de Bordeaux, - Prévisions d'activités 2007 et informations du développement de la société.
AG	24 mai 2007	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation des comptes de l'exercice 2006 - Présentation du rapport du conseil d'administration - Présentation du rapport du commissaire aux comptes - Approbation des comptes de l'exercice, quitus - Nomination de Mme Walryck en tant que représentante de la Communauté Urbaine de Bordeaux

Rapport rédigé en novembre 2010

PRINCIPALES DECISIONS (Suite)		
CA	11 décembre 2007	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation du nouveau directeur : Mr Thierry Boucher - Présentation des comptes prévisionnels de l'exercice 2007 - Présentation du budget prévisionnel et des prévisions d'activité - Propositions d'orientations du développement de la société
CA	15 mai 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Installation du nouveau conseil d'administration - Mr Serge Lamaison est nommé Président du conseil d'administration - Désignation des membres de la Commission d'appel d'offres - Approbation du montant des indemnités perçues pour les fonctions de PDG d'une SEM - Information sur l'obligation des dirigeants de SEM de procéder à une déclaration de patrimoine auprès de la Commission - Approbation du compte rendu du CA du 11 décembre 2007 - Présentation du rapport de gestion et du rapport d'activité 2007 - Présentation des prévisions budgétaires 2008 et les perspectives
AGO	19 juin 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation des représentants des nouveaux membres du conseil d'administration et de l'assemblée générale - Approbation des comptes de l'exercice 2007 (rapport de gestion), quitus au conseil d'administration - Approbation du rapport du Conseil d'administration à l'Assemblée Générale (rapport d'activité 2007 et perspectives 2008) - Approbation du rapport du commissaire aux comptes et quitus - Résolution des comptes de l'exercice
CA	19 novembre 2008	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur l'organigramme et les mouvements de personnels - Présentation prévisionnelle des comptes 2008 - Présentation du Plan à Moyen Terme 2009-2011
CA	12 janvier 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation du nouveau directeur : Mr Bruno Martin - Information du conseil d'administration sur le renouvellement de certains représentants - Convocation d'une A.G.E
CA	11 mars 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Convocation d'une AGE (fixation date, ordre du jour – mise à jour des statuts et augmentation de capital - et rapport du CA à l'AGE) - Information sur l'évolution des moyens de la société - Information sur l'évolution de l'activité opérationnelle - Information sur les perspectives budgétaires 2008/2009
PRINCIPALES DECISIONS (Suite)		

AGE	22 avril 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à jour des statuts - Augmentation du capital social de la SEM
CA	12 juin 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Constatation de la fin de l'augmentation du capital de Gironde Développement et de mise à jour des statuts, et autorisation donnée au président pour réaliser les formalités - Approbation des comptes 2008 et constatation d'un résultat déficitaire de -357K€ - Organisation d'une A.G.O et d'une A.G.E le 29 juin 2009 - Approbation des différents régimes proposés dans le nouveau guide de procédures internes et autorisation donnée au président de signer ce nouveau guide - Recomposition de la commission d'appel d'offres - Choix du cabinet Posokhow & associés comme nouveau commissaire aux comptes, proposé à l'A.G.O du 29 juin 2009
AGO	29 juin 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation des comptes de l'exercice 2008 - Affectation du résultat déficitaire en report à nouveau - Renouvellement des commissaires aux comptes titulaire et suppléant
AGE	29 juin 2009	<ul style="list-style-type: none"> - Poursuite de l'activité - Pouvoirs pour les formalités
CA	8 janvier 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Information sur l'évolution de l'activité opérationnelle 2009/2010 - Information sur les perspectives budgétaires 2009/2010 - Création d'un comité d'évaluation des risques pour les opérations de type CPI/VEFA
CA	21 mai 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Présentation du rapport de gestion et du rapport d'activité 2009 - Convocation d'une AGO et fixation de l'ordre du jour - Information sur l'activité opérationnelle 2010 - Information sur les perspectives budgétaires 2010 - Approbation avenant n°2 de la C.P.A « parc d'activités Mios Entreprises »
AGO	21 juin 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Approbation des comptes et du rapport de gestion 2009, quitus au conseil d'administration - affectation du résultat - Approbation des rapports du commissaire aux comptes
CA	5 octobre 2010	<ul style="list-style-type: none"> - Evolution de la composition du Conseil d'Administration - Point sur l'activité opérationnelle 2010, - Point sur les perspectives budgétaires 2010, - Evolution des moyens de la société, - Projet de contrat de promotion immobilière avec S.N.I.

II - RELATIONS CONTRACTUELLES AVEC LA C.U.B

En 2009, la CUB n'a plus aucune convention d'aménagement avec Gironde Développement.

III - SITUATION FINANCIERE DE GIRONDE DÉVELOPPEMENT

Gironde Développement conduit diverses opérations : 3 concessions d'aménagement (ZAC Parc d'activités de MIOS, Extension ZAC MIOS signée en mars 2005 et le Lotissement Le GRIS à Libourne), 11 mandats d'équipement et 25 opérations d'étude, d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de conduite d'opération. Elle a géré les centres de ressources Condorcet et Montesquieu en régie intéressée pour le compte du Département jusqu'au 31 décembre 2005, terme contractuel de la délégation de service public.

➤ Compte de résultat

Compte de résultat (en milliers d'€)	2007	2008	2009	évol 2007/2008	évol 2008/2009
Produits d'exploitation	3 064	2 535	2 042	-17,3%	-19,4%
Dont chiffre d'affaires	1 455	895	749	-38,5%	-16,3%
Dont chiffre d'affaires propre au fonctionnement	1 030	662	768	-35,7%	16,0%
Charges d'exploitation	3 238	2 914	2 356	-10,0%	-19,1%
Dont charges directes hors masse salariale	712	2 276	1 673	219,9%	-26,5%
Dont charges calculées	550	29	17	-94,7%	-41,4%
Dont masse salariale	788	609	666	-22,7%	9,4%
Résultat d'exploitation	-174	-379	-314	-117,8%	-17,2%
Produits financiers	85	67	18	-21,2%	-73,1%
Charges financières	64	46	6	-28,1%	-87,0%
Résultat financier	21	21	12	0,0%	-42,9%
Produits exceptionnels	0	2	19	8233,3%	850,0%
Charges exceptionnelles	7	0	1	-100,0%	
Résultat exceptionnel	-7	2	18	-128,7%	800,0%
Résultat brut (avant impôts)	-160	-356	-284	-122,5%	-20,2%
Impôts sur les sociétés	0	0	0		
Résultat net	-160	-356	-284	-122,5%	-20,2%

En 2009, l'activité de la SEM est déficitaire pour la quatrième année consécutive. Les comptes de l'exercice présente en effet un déficit avant impôt de - 284 K€ Hors éléments financiers et exceptionnels, le déficit ou résultat d'exploitation s'élève à -314 K€ s'améliorant néanmoins de près de 17% par rapport à l'exercice 2008. La situation financière de la SEM demeure cependant toujours préoccupante.

A l'instar des derniers exercices, ce résultat s'explique par une baisse continue du chiffre d'affaires qui est essentiellement constitué de la rémunération de la société sur les opérations qu'elle conduit dans le cadre des mandats publics, des conventions d'aménagement et des conduites d'opération. Ainsi, le chiffre d'affaires 2009 diminue de près de 16% par rapport à

l'exercice précédent.

Mais, à la différence de l'exercice 2008, le résultat comptable 2009 laisse apparaître une légère reprise de l'activité de la SEM. En effet, en gestion courante, la SEM a traité quarante-quatre opérations sur 2009, contre quarante-trois l'année précédente. Cette situation permet de constater un redressement du chiffre d'affaires propre au fonctionnement (+16%), mais qui demeure, pour l'instant, insuffisant. Cette situation se traduit par un Excédent Brut d'Exploitation très dégradé qui reflète la mauvaise performance économique de la SEM. Ainsi, le chiffre d'affaires moyen par agent s'inscrit à 72 K€ pour Gironde Développement alors que ce même ratio s'établit en moyenne à 97 K€ pour les SEM départementales, selon l'enquête annuelle de la SCET.

A la différence des exercices antérieurs, la Société a connu une progression de ses charges d'exploitation (+18,4%) qui tient à la fois au regain d'activité, comme l'illustre l'évolution des postes « sous-traitance et honoraires » ou « déplacements, missions, réceptions », et à des mesures ponctuelles induites par les frais liés à l'augmentation du capital social et à la mise à jour des statuts de la Société (Cf. évolution du poste « assistance SCET »).

Le tableau suivant récapitule les charges d'exploitation propres au fonctionnement de la société, c'est-à-dire hors opérations de concessions, mandats, conventions d'aménagement ou contrats privés.

En milliers d'€	2007	2008	2009	évolution 2007/2008	évolution 2008/2009
eau-electricité	5	3	4	-38,2%	45,3%
fournitures administratives et autres	10	6	4	-39,0%	-27,7%
assistance SCET	48	81	97	68,9%	19,7%
sous-traitance et honoraires	55	37	74	-33,6%	101,9%
loyers et charges	78	75	80	-3,3%	6,5%
entretien/réparation/maintenance	33	34	34	3,8%	-1,5%
locations, matériels, mobiliers, informatique	4	13	12	220,8%	-7,0%
assurances	43	-19	5	-144,0%	-127,1%
publicité et communication	3	7	1	140,0%	-91,0%
déplacements, missions, réceptions	36	37	44	1,6%	20,2%
postes et télécommunication	26	24	24	-7,5%	0,8%
personnel intérimaire	0	0	0		
autres charges externes	14	16	11	15,9%	-32,2%
taxe professionnelle	16	12	14	-22,1%	11,4%
impôts et taxes	21	17	15	-19,8%	-12,9%
personnel mis à disposition	110	119	128	8,1%	8,0%
TOTAL (*)	502	463	548	-7,9%	18,4%

(*) Ce total n'inclue pas les salaires et charges ainsi que les charges calculées (hors dotations et provisions d'exploitation)

Les charges de fonctionnement hors charges calculées et masse salariale représentent près de 38% du montant total des charges d'exploitation consolidées hors charges calculées et masse salariale (égales à 1 673 K€ en 2009).

Le résultat financier se contracte de 42,9% sous l'effet d'une baisse plus rapide des charges financières relativement aux produits financiers. Ce résultat provient de la gestion du pool de

trésorerie de l'ensemble des opérations d'aménagement et mandats. Ainsi, les intérêts débiteurs de la gestion de trésorerie des opérations en cours sont compensés par la hausse des produits résultant de la gestion de ce même pool de trésorerie. Pour 2009, la baisse constatée résulte à la fois de la baisse des taux d'intérêts et de la diminution de l'écart entre opérations créditrices et débitrices.

A l'instar de l'exercice 2008, les résultats de l'exercice 2009 demeurent inquiétants.

➤ **Rémunérations de la société**

Rémunérations (en milliers d'€)	2006	2007	2008	évol 2007/2008	évol 2008/2009
Rémunérations sur concessions	61	55	63	-9,8%	14,5%
Rémunérations sur Etudes/Prestations services	140	0	82	-100,0%	
Rémunérations sur mandats et conduites d'opération	871	662	676	-24,0%	2,1%
Région	1	0	49	-100,0%	
Communauté Urbaine	0	1	0		
Département	60	166	96	176,7%	
Autres collectivités et privés	810	495	531	-38,9%	
Rémunération DSP Condorcet Montesquieu	0	0	7		
Autres contrats privés (VEFA/CPI)	19	0	3	-100,0%	
Total Rémunérations	1 091	717	831	-34,3%	15,9%

Le volume d'activité de la société, indiqué par le montant des dépenses réalisées TTC est de 20 M€ en 2009, contre 37 M€ en 2008. La rémunération de la société connaît cependant une amélioration puisqu'elle progresse globalement de 15,9% en 2009. Comme l'indique le tableau relatif aux rémunérations, les opérations de mandats et de conduites d'opérations assurent 81% de la production opérationnelle ou chiffre d'affaires propre de la Société.

Si l'activité de la SEM Gironde Développement se caractérise en 2009 par la fin d'une baisse systématique de sa rémunération, celle-ci demeure toujours insuffisante pour couvrir ses charges de fonctionnement. Cette situation obère de nouveau les perspectives de la Société alors que l'exercice 2009 a été marqué par une recapitalisation de la SEM. Pour mémoire, la Communauté Urbaine a pris part à cette augmentation, à hauteur de 175 K€

➤ **Bilan au 31/12/2009**

BILAN (en K€)	2006	2007	2008	2009	évolution 2007/2008	évolution 2008/2009
ACTIF IMMOBILISE	84	75	51	44	-32%	-14%
Incorporel	12	14	2	7	-86%	250%
Corporel	48	36	23	9	-36%	-61%
Financier	24	25	26	28	4%	8%
ACTIF CIRCULANT	9 840	13 834	6 435	7 737	-53%	20%
Stock	611	456	1 077	2 031	136%	89%
Créances	6 184	10 644	3 979	5 314	-63%	34%
Avances et acomptes versés	1 275	541	408	110	-25%	-73%
Trésorerie	1 769	2 193	971	282	-56%	-71%
COMPTE DE REGULARISATION	22	46	41	27	-11%	-34%
TOTAL ACTIF	9 946	13 955	6 527	7 808	-53%	20%
CAPITAUX PROPRES	508	348	-9	425	-103%	-4822%
Capital social	457	457	457	1 174	0%	157%
PROVISIONS	793	528	9	8	-98%	-11%
DETTES	7 854	12 075	5 521	6 533	-54%	18%
Financières	143	335	68	2 041	-80%	2901%
Fournisseurs	4 474	9 710	4 159	3 053	-57%	-27%
Fiscales et sociales	368	358	190	225	-47%	18%
Autres dettes	2 869	1 672	1 103	1 214	-34%	10%
COMPTE DE REGULARISATION	791	1 004	1 006	842	0%	-16%
TOTAL PASSIF	9 946	13 955	6 527	7 808	-53%	20%

Au bilan, la société présente une évolution défavorable de ses fonds propres suite à la persistance du déficit depuis 2006 et malgré l'augmentation du capital social intervenue au cours de l'exercice. De nouveau la situation nette se dégrade et, au 31 décembre 2009, elle s'élève à 425 K€

Evolution situation nette:

	2005	2006	2007	2008	2009
Capital social	457 200	457 200	457 200	457 200	1 174 455
Réserve légale	36 468	38 284	38 284	38 284	38 284
réserves réglementées					
Autres réserves	147	147	147	147	147
Report à nouveau	136 115	170 602	12 321	-147 640	-504 215
Capitaux propres au 31/12/N-1	629 930	666 233	507 952	347 991	708 671
Résultat N		-158 281	-159 961	-356 575	-283 805
Subvention d'investissement					
Situation nette au 31/12/N		507 952	347 991	-8 584	424 866
Part des capitaux propres dans le capital social:					36%

A l'opposé de l'exercice précédent, les dettes de Gironde Développement s'accroissent (+ 18%), sous l'influence en particulier des dettes financières (290%). Cette évolution s'explique par la mise en place d'un découvert sur le compte courant opérations auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, pour un montant de 1 680 K€ Ce découvert est dédié à la gestion des paiements de la SEM dans le cadre de ses contrats de mandats et de concessions. De même, un emprunt de 355 K€ a été contracté chez DEXIA, dans le cadre de la ZAC MIOS Extension.

L'actif immobilisé de la SEM se réduit de 14% du fait principalement de l'incidence de l'amortissement des biens. A l'inverse, l'actif circulant progresse (+20%) en raison de la croissance de l'encours des opérations d'aménagement comptabilisés en stock (+89%) et du poste « créances » (+34%). La volonté d'apurer le volume de factures à établir semble expliquer cette évolution.

Globalement, la trésorerie demeure positive à 282 K€ mais elle se contracte de nouveau par rapport à 2008 (-71%). Elle est constituée traditionnellement des disponibilités issues des avances versées par les collectivités, principalement sur les opérations de mandat, et sur l'existence de dépenses non apurées. Ainsi, dans le cadre de la clôture de l'opération « la Mouline », Gironde Développement doit verser à la Communauté Urbaine une somme de 198 K€

La structure financière de la SEM est donc fortement fragilisée et impose un retour à une activité bénéficiaire dès 2010, afin de respecter les orientations identifiées par le cabinet SOFRED.

En conclusion, la SEM Gironde Développement est dans une situation financière critique. Les prévisions 2010 laisse cependant présager un résultat net bénéficiaire estimé à 132 K€ Ce résultat demeure insuffisant pour reconstituer les fonds propres de la SEM, malgré l'enregistrement d'un produit exceptionnel de 147 K€ lié à la dissolution de la société SOCOGEST, dont Gironde Développement était actionnaire.

Si la SEM parvient à dégager un résultat suffisant pour l'exercice 2010, les orientations stratégiques identifiées par l'étude du cabinet SOFRED devront absolument se confirmer sur l'exercice 2011. En attendant, la fragilité financière induite par le niveau d'activité de la SEM impose d'être vigilant sur les mesures mises en œuvre par Gironde Développement dans sa poursuite des efforts de diversification et d'organisation interne.

GIRONDE DEVELOPPEMENT FICHE D'IDENTITE

Actualisée octobre 2010

Société constituée le 13/11/59 sous la dénomination sociale "Sté d'Equipement de la Gironde"

Immeuble Point Centre

37 rue du Général Larminat 33 000 Bordeaux

tél : 05 56 909 880 fax : 05 56 909 881

Directeur : Mr Bruno MARTIN

Responsable adm et financier : M. Patrice CHERIMONT

Président Directeur Général : Mr Serge LAMAISON

activités : aménageur

Capital Social et représentants au Conseil d'Administration (CA) et aux Assemblées Générales (AG)

Répartition en €

	montant	%	actions	sièges	représentants au CA	représentants CUB aux A.G
Département de la Gironde	585 170,28	49,82%	38 397	6	MM. LAMAISON (psdt), JEAN-JEAN, RECALDE, GLEYZE, VINCENT, YERLES	
CUB	255 010,92	21,71%	16 733	3	MM. MAURRAS, HERITIE, BRON	M. MAURRAS (tit), M.MILLET (sup)
Région Aquitaine	145 724,88	12,41%	9 562	1	M. CORSAN	
Communes (11)	8 382,00	0,71%	550			
TOTAL Coll. Locales	994 288,08	84,66%	65 242	10		
CDC	89 763,60	7,64%	5 890	1	M. TERREN	M. TERREN
Caisse d'Epargne	35 356,80	3,01%	2 320	1	M. DELRIEU	M. DELRIEU
ASTRIA	20 574,00	1,75%	1 350			
CILG	20 574,00	1,75%	1 350			
CCIB	7 802,88	0,66%	512			
PAB	3 048,00	0,26%	200			
OPHLM Gironde	3 048,00	0,26%	200			
TOTAL autres Organismes	180 167,28	15,34%	11 822	2		
TOTAL GENERAL	1 174 455,36	100%	77 064	12		

Valeur action: 15,24 €

Principaux chiffres (en milliers d'euros sauf effectif moyen)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Capitaux propres	339	526	630	666	508	348	-9	709
Effectif moyen	21	21	25	25	19	14	14	12
Masse salariale	884	985	1 202	1 254	1 124	788	609	666
Chiffre d' Affaires global	2 068	2 175	4 010	2 844	2 073	1 455	895	749
Chiffre d'Aff. fonctionnement et op. propres	1 519	1 703	1 824	2 136	1 469	1 030	662	768
RESULTAT net	79	187	104	36	-158	-160	-357	-284

documents contractuels en cours avec la CUB :

délégation de pouvoirs :

Au Président Directeur Général au CA du 15 mai 2008

divers

Commissaire aux comptes : M. POSOKHOW Société Posokhow et Associés

(mandat renouvelé par l'AGO du 29/06/09 jusqu'à l'appobation des comptes 2014)

55, Avenue Louis Bréguet – Bât. Ariane – 31400 Toulouse

Commissaire aux comptes jusqu'à l'approbation des comptes 2008: M. PEYRE (Société ALIOS CONSEIL)